

8 MINISTRES ONT DÉFILÉ DEVANT LES PARLEMENTAIRES DE LA CHAMBRE BASSE

Le gaz de schiste, le logement social et le lait au centre d'intenses débats

Huit ministres et pas des moindres ont défilé jeudi dernier devant les parlementaires de la Chambre basse. Tous ont répondu aux questionnements des députés.

Abder Bettache - Alger - (Le Soir) - Actualité oblige, le ministre de l'Energie a ravi la vedette aux ministres, puisque M. Youcef Yousfi s'est présenté à trois reprises devant les parlementaires pour répondre aux questions orales. L'exploitation du gaz de schiste, la production pétrolière et l'électricité étaient les trois sujets sur lesquels le ministre de l'Energie a été interpellé par les députés. Au sujet du gaz de schiste, M. Youcef Yousfi a rappelé que «l'Algérie n'était qu'en phase d'évaluation de ses réserves, une étape qui va s'étaler sur quatre années. «Actuellement, nous sommes en phase d'évaluation des techniques d'extraction et d'étude de rentabilité commerciale du bassin d'Ahnet».

Le ministre a précisé, à ce propos, que Sonatrach n'a procédé au forage des deux puits pilotes d'Ahnet (In Salah) qu'après avoir obtenu l'autorisation de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft). Ces puits ont été forés conformément à la réglementation relative à l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, prévue par la nouvelle loi sur les hydrocarbures, a-t-il expliqué. A ce titre, le ministre a déclaré «ne rien cacher» sur ces forages expérimentaux qui ont provoqué une vague de contestations des populations de certaines villes du sud du pays.

La question énergétique était également au centre des préoccupations des députés, notamment ceux de la commission économique. A ce propos, le ministre de tutelle a indiqué que l'Algérie va revoir à la hausse la capacité de production de ses projets en énergies renouvelables en les portant à 25.000 mW au lieu de 12.000 mW arrêtés en 2011, a indiqué jeudi à Alger le ministre de l'Energie.

Le ministre a fait savoir lors de son audition par la commission économique de l'Assemblée populaire nationale (APN) que son département allait présenter dans les prochaines semaines une actualisation du programme des énergies renouvelables adopté en 2011 par le gouvernement.

La nouvelle mouture va contenir une révision à la hausse des capacités des projets dans les énergies renouvelables en les portant à 24.000 ou 25.000 mW au lieu des 12.000 arrêtés dans le programme

de 2011. Devant les députés de la même commission, le ministre de l'Energie a ajouté à propos de la production pétrolière que «l'Algérie pourrait augmenter sa production pétrolière pour faire face à la baisse des cours de brut qui a réduit ses recettes à l'exportation». «Aujourd'hui, nous sommes en train d'accélérer le développement de dizaines de gisements. Nous allons étudier la possibilité d'augmenter notre production en hydrocarbures pour faire remonter les revenus du pays», a-t-il expliqué.

Les affirmations de Grine et les probabilités de Tebboune

Par ailleurs, le ministre de la Communication, Hamid Grine, a affirmé que la Télévision publique offrait aux partis politiques, quelles que soient leurs orientations, «les mêmes opportunités pour exprimer leurs vues ou positions à travers les bulletins d'information ou les émissions spéciales».

M. Grine, qui répondait à une question orale d'un député sur les espaces consacrés aux formations politiques dans les programmes de la télévision nationale, a précisé que «la Télévision publique offre, tout au long de l'année, aux partis politiques et différentes organisations, l'opportunité d'exprimer leurs positions ou vues dans les bulletins d'information ou les émissions spécialisées». «C'est une réalité indéniable qu'il faut valoriser et consolider loin de toute surenchère ni mépris des efforts des acteurs du champ médiatique public pour la consécration de la liberté d'expression», a soutenu M. Grine.

Ce dernier s'est dit «soucieux», en sa qualité de premier responsable du secteur, «de faire respecter les critères d'égalité concernant le passage à la télévision des différentes composantes de la société y compris les partis politiques et les organisations accréditées».

Pour sa part, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé que le «gouvernement pourrait procéder à la régularisation des logements sociaux vendus au marché noir afin d'empêcher les propriétaires de bénéficier des différents programmes de logement publics». Selon lui, «le gouvernement tranchera le dossier des logements sociaux vendus après recensement du nombre».



Huit ministres ont répondu aux questionnements des députés.

Il a précisé, à ce propos, que les Offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI) chargés des logements sociaux ont lancé récemment une opération d'inspection à travers les différentes wilayas du pays pour recenser le nombre de logements occupés par les non-bénéficiaires.

Trois autres ministres ont défilé devant les parlementaires, il s'agit de ceux de l'Agriculture, des Affaires religieuses et de la Solidarité nationale.

Soutien à la filière lait et nouveau cahier des charges pour l'opération du hadj

Le ministre de l'Agriculture a déclaré que «les autorités publiques continueront de soutenir la filière lait afin d'encourager la production nationale». Le ministre, qui répondait à une question orale d'un député sur les mesures prises par l'Etat pour la promotion de la production nationale de lait dans la perspective de la réduction de la facture d'importation, a indiqué que

le «secteur avait adopté ces dernières années une stratégie pour augmenter le nombre de vaches laitières et élargir les superficies réservées à la production du fourrage». Il a rappelé que l'Algérie avait importé 154.000 vaches depuis 2009, soit une moyenne de 25.000 bovins par an. L'opération du hadj était par ailleurs au centre d'une interpellation du ministre des Affaires religieuses par un député.

A ce titre, M. Mohamed Aïssa a déclaré que «le nouveau cahier des charges destiné aux agences touristiques privées confèrera à ces dernières l'autonomie et les prérogatives de choisir les lieux d'hébergement des hadjis algériens pour garantir de meilleures prestations».

D'après lui, «le nouveau cahier des charges confèrera aux agences touristiques privées l'autonomie dans le choix des sites d'hébergement des hadji algériens durant la saison du hadj et de la omra, avec l'accompagnement de l'Office national du hadj et de la omra (ONHO)».

Enfin, le ministre de la Solidarité nationale a porté à la connaissance des députés que 2 536 ressortissants nigériens ont été acheminés vers les centres d'accueil de Tamanrasset avant d'être rapatriés.

A. B.

LES MANIFESTATIONS ANTI-GAZ DE SCHISTE SE POURSUIVENT À IN SALAH

Sellal n'a pas convaincu !

Le passage du Premier ministre à la Télévision nationale n'a pas convaincu à In Salah. Les manifestations contre l'exploration du gaz de schiste se sont poursuivies pour leur 23^e jour, hier vendredi. «Les propos de Sellal n'engagent que sa personne. La population attend toujours la réponse du président de la République», souligne le sénateur RND, Abbas Bouamama.

La population d'In Salah a poursuivi sa protestation au lendemain de l'intervention du Premier ministre à la Télévision nationale, dans l'émission «Débat de l'heure», mercredi soir. Jeudi, les manifestants ont investi la rue. Hier vendredi, des populations de localités limitrophes se sont jointes au grand rassemblement prévu dans la ville, après la prière hebdomadaire. «Des autobus arrivent d'Adrar et de

Tamanrasset. Beaucoup de citoyens de régions voisines viennent se solidariser avec les gens d'In Salah. Le nombre des manifestants dépasse les 8 000 personnes», affirme Abbas Bouamama. Interrogé pourquoi les propos de Abdelmalek Sellal n'ont pas convaincu, le sénateur RND, issu de la région, livre son avis : «La logique veut que le gouvernement arrête l'exploration du gaz de schiste et ouvre le débat avec la population. Sellal essaye de calmer les esprits en soutenant que l'Algérie n'est pas encore au stade de l'exploitation du gaz de schiste. Mais il doit comprendre que c'est justement l'exploration qui fait le plus peur aux habitants de la région. Aussi, le Premier ministre a parlé du puits d'Aânath, situé à environ 170 km de la ville. Or, la population redoute celui de Tdikelt, qui se trouve à seulement 25 km du chef-lieu de daïra. Reste à savoir si

le gouvernement n'a pas compris réellement les inquiétudes de la population ou s'il fait semblant. Sellal nous a, d'ailleurs, donné cette impression.» Selon toujours Abbas Bouamama, l'autre raison de la poursuite de la protestation, malgré les efforts du Premier ministre, est à chercher dans la crise de confiance entre gouvernants et gouvernés.

«Le gouvernement a perdu toute crédibilité au Sud. Sellal a perdu toute confiance pour avoir formulé de fausses promesses pendant trois ans. Les gens ne le croient plus. Les propos, qu'il a d'ailleurs tenus à la Télévision, n'engagent que lui-même. La population attend toujours la réponse du président de la République, après avoir fait état de ses préoccupations à l'émissaire Abdelghani Hamel (Dg de la Sûreté nationale ndlr)», explique-t-il.

Mehdi Mehenni

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE NAHDA ET LA CHUTE DES COURS DU PÉTROLE :

«Mais où était le gouvernement ?»

Le Mouvement Nahda s'étonne que le gouvernement n'ait pas vu venir la dégringolade des cours de l'or noir, imputant la responsabilité de cette carence criante en prospective, au premier magistrat du pays, «incapable d'accomplir ses missions constitutionnelles».

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du Mouvement qui s'exprimait, hier, à l'ouverture d'une session ordinaire, la troisième de rang depuis le dernier congrès, du conseil consultatif, s'est, en effet, attardé sur les récentes déclarations du Premier ministre à propos de la dégringolade des cours du

pétrole et ses répercussions sur le pays. «Nous, à Nahda, nous nous étonnons quand nous entendons M. Sellal dire que la chute des cours du pétrole va encore se poursuivre, que nous sommes en crise et que personne ne s'attendait à une telle chute.»

Et d'ironiser : «Mais où étaient-ils ces gens ?» allusion aux membres du gouvernement qui se plaignaient depuis des semaines à ressasser que le pays ne serait pas touché par cette chute des cours du pétrole.

Ceci non sans que Mohamed Dhouibi ne tienne à rappeler que les partis de l'opposition, dont le sien, et des personnalités nationales ne cessaient d'avertir depuis des mois quant à une baisse des tarifs du pétrole. Et

de citer en exemple le communiqué du Mouvement en date du 8 septembre dernier dans lequel Nahda s'inquiétait déjà à propos de cette question de la baisse des cours du pétrole sur les places internationales. Ce qui fera dire à Dhouibi que l'opposition est plus apte à l'analyse, à la prospective et à la gouvernance que le pouvoir qui, selon lui, doit assumer ses responsabilités, notamment sa responsabilité politique. Un pouvoir qu'il avertit quant à toute «tentation d'austérité à imposer au peuple au lieu de récupérer tout l'argent dilapidé et volé par Khelil et consorts». Le secrétaire général du Mouvement Nahda dira que la BCA (Banque centrale d'Algérie), qui gère, entre autres, le Fonds de régulation

des recettes et les réserves de change à l'étranger, fonctionne par «téléphone» et «loin de tout le contrôle», la Cour des comptes ayant été, a-t-il ajouté, «dessaisie de cette prérogative par le président de la République en août 2010». Pour le patron de Nahda, la solution à cette situation passe par «un dialogue serein, transparent et responsable», loin de toute «logique manœuvrière», un dialogue à même de consolider davantage l'unité nationale et lui faire l'économie des dangers qui guettent le pays», estimant que «tout ce qui se faisait dans les boîtes noires ne réglait aucunement les problèmes».

M. K.